

GREVE DE LA FAIM DES PRISONNIERS POLITIQUES EN TURQUIE

50^{ème} jour

Appel urgent à la Solidarité

Chaque minute compte

Le 15 février 2017, des prisonniers politiques ont entamé une grève de la faim illimitée dans plusieurs prisons de Turquie afin de dénoncer la torture et l'isolement carcéral, ainsi que le climat de répression générale qui anéantit toute solution politique à la question kurde en Turquie. Ils sont aujourd'hui 96, dont 26 femmes. 8 d'entre eux ont dépassé le seuil fatidique des 50 jours. Depuis le 15 mars, ce mouvement est en outre soutenu par des grèves de la faim tournantes de 5 jours dans toutes les prisons du pays.

L'Etat d'urgence décrété par la Turquie au lendemain de la tentative de putsch du 15 juillet 2016 a conduit à une vague de répression sans précédent, surtout à l'encontre des Kurdes et de l'opposition démocratique : des centaines de milliers de personnes ont été licenciées, tandis que les arrestations de militants politiques, journalistes, élus se comptent par milliers. Le régime d'Etat d'urgence a par ailleurs permis au Président Erdogan de museler les médias d'opposition et dissoudre des milliers d'associations de la société civile, principalement au Kurdistan.

Dans les prisons surpeuplées, les conditions de détention se sont fortement dégradées. L'isolement imposé au leader du peuple kurde Abdullah Öcalan depuis deux ans est aujourd'hui étendu à l'ensemble des prisonniers politiques. Parmi les privations de tous genres imposées aux prisonniers dans ce contexte, on peut citer notamment la suppression des activités sociales, l'interdiction de recevoir des livres, l'impossibilité de communiquer avec les détenus des autres cellules, la diminution, voire la privation des parloirs.

Nous appelons tous les démocrates, les défenseurs des droits humains, les organisations et institutions internationales à exprimer leur solidarité avec les prisonniers politiques en grève de la faim et faire pression sur le gouvernement turc pour que leurs revendications soient satisfaites :

- ***La fin du régime d'Etat d'urgence (OHAL).***
- ***La reprise du dialogue avec le mouvement kurde.***
- ***La levée de l'isolement carcéral imposé à tous les prisonniers politiques et en particulier à Abdullah Öcalan.***
- ***La fin de la répression politique.***

6 avril 2017